



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

**VENDREDI 14 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le quatorze avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

SOUDON Chantal

### **Excusés**

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)  
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
SOUN Véronique (pouvoir à YVINEC Odile)

### **Absents**

BERVAS Viviane

Conseil de Communauté du 14 avril 2023  
Délibération n°DCC2023\_079

Objet	<b>Conseiller numérique : renouvellement d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet.</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce contrat a pour but de «mener à bien un projet ou une opération identifiée ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée entre un et six ans, pour les catégories A, B et C, tous secteurs confondus. Ces contrats sont ouverts aux emplois non permanents et aux fonctionnaires titulaires par le biais du détachement.

**Conseiller numérique – Pôle service à la population**

Depuis septembre 2021, la Communauté propose les services d'un conseiller numérique.

Le rôle du conseiller numérique est d'accompagner les habitants à l'usage des outils numériques : smartphones, tablettes, ordinateurs fixes et portables. Cela est d'autant plus important que désormais beaucoup de démarches administratives et d'accès aux droits ne se font plus qu'exclusivement sur internet.

Le conseiller numérique en accompagnant les habitants dans leurs démarches administratives, contribue ainsi à la lutte contre le non-recours aux aides et répond au besoin d'accompagnement aux usages du numérique des habitants.

Recruté en contrat de projet depuis septembre 2021 dans le cadre du plan France relance, avec des financements de l'Agence Nationale de Cohésion du Territoire obtenus pour 2 ans, le contrat de l'agent actuellement en poste prend fin le 31 août 2023.

L'État reconduit un subventionnement dégressif sur 3 ans supplémentaires.

Il est proposé de renouveler le poste de conseiller numérique, à temps complet, emploi de catégorie C, relevant du cadre d'emploi des adjoints administratifs, pour une durée de 3 ans, afin de mener à bien le projet lié au dispositif « Conseiller numérique France service ».

Poste : Le conseiller numérique a pour mission d'accompagner les usagers dans leur appropriation des usages numériques quotidiens (familiarisation avec les outils numériques, accès aux droits et démarches en ligne...). Il doit aussi veiller à favoriser un usage citoyen et critique du numérique (vérification des sources d'information, protection des données personnelles, maîtrise des réseaux sociaux) et accompagner dans la réalisation de démarches administratives en ligne par le biais d'animation d'atelier ou d'accompagnement individuel.

Le conseiller pourra intervenir à la Maison de Services Au Public (MSAP) et sur tous les lieux du territoire recensés comme pouvant accueillir une action de cet agent.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées aux articles L. 332-24 à L. 332-28 du Code général de la fonction publique.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 31 mars 2023

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 30 mars 2023

## **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique: Autorise le renouvellement de cet emploi, la signature de la convention avec l'État et l'inscription au budget des crédits correspondants.**